

Le Devoir

Perspectives, samedi 11 septembre 2010, p. C3

Amphithéâtre à Québec - Harper est sous forte pression

La situation est délicate pour le PC, qui a 10 de ses 11 députés dans la région de Québec et dans l'est de la province

Alec Castonguay

**La construction d'un amphithéâtre à Québec est avant tout un choix politique, puisque le projet passe difficilement le test économique. Une patate chaude pour le gouvernement Harper, coincé entre ses impératifs électoraux et les réactions ailleurs au Canada.**

Il fallait voir les députés conservateurs du Québec sortir de leur caucus, mercredi, avec le chandail des Nordiques sur le dos -- la ministre Josée Verner avec le «C» du capitaine -- pour comprendre à quel point le dossier du nouvel amphithéâtre dans la capitale est une question politique brûlante.

Les grands sourires des députés cachaient toutefois un malaise, puisque le gouvernement Harper n'a toujours pas promis d'investir les 180 millions de dollars que le maire Régis Labeaume et maintenant le gouvernement Charest réclament d'Ottawa.

Au bureau du premier ministre canadien, on suit le dossier de près. La situation est délicate. Le Parti conservateur a 10 de ses 11 députés dans la région de Québec et dans l'est de la province. Des élus précieux pour une formation qui vise une majorité au prochain scrutin. À Québec, la fièvre de l'amphithéâtre est contagieuse, de sorte que tous les politiciens, tant fédéraux que provinciaux, appuient le projet. «Un député qui aurait le malheur de remettre en question la construction d'un amphithéâtre est aussi bien d'aller faire son épicerie en pleine nuit, sinon il va se faire lancer des roches!», dit une source active en politique fédérale à Québec qui a demandé à garder l'anonymat.

De plus, l'homme d'affaires pressenti pour éventuellement attirer une équipe de hockey professionnelle à Québec -- et à qui l'amphithéâtre sera offert sur un plateau d'argent -- est Pierre Karl Péladeau, patron de Quebecor. Pour lui, il s'agit de créer les conditions gagnantes pour ses entreprises, notamment la nouvelle chaîne TVA Sports. Or M. Péladeau est près des cercles conservateurs, notamment de Brian Mulroney et de Maxime Bernier. Il a aussi embauché l'ancien directeur des communications de M. Harper, Kory Teneycke, pour diriger sa future chaîne de télé Sun TV.

Stephen Harper, un amateur de hockey, souhaite le retour des Nordiques. En haut lieu, on est donc plutôt favorable au projet de Québec. Mais le malaise grandit dans les entrailles de la machine gouvernementale, notamment au conseil des ministres, où Josée Verner, responsable de la région de Québec, multiplie les pressions auprès de ses collègues.

Josée Verner reconnaît que faire accepter l'idée d'un aréna financé par des fonds publics, comme le recommande le rapport d'Ernst and Young dévoilé cette semaine, n'est pas facile. Ottawa est en mode de compression budgétaire, étant aux prises avec un énorme déficit. «Ce n'est pas dans les moeurs du gouvernement fédéral de financer ce type de projet avec des

fonds 100 % publics. Un partenaire privé aurait donné une bouffée d'oxygène», affirme au Devoir Josée Verner, qui dit croire au projet. «Il faut faire la différence entre une dépense et un investissement. C'est un grand projet avec des retombées économiques.»

Autre écueil: Québec n'est pas seul. D'autres villes au Canada souhaitent construire ou rénover un stade sportif. Regina veut 400 millions de dollars pour construire un nouveau domicile pour les Rough Riders de la Saskatchewan, véritable équipe-culte de football. Hamilton veut sa part pour un stade destiné aux Jeux panaméricains de 2015. Le nouveau propriétaire des Oilers d'Edmonton, Daryl Katz, souhaite de l'argent public pour financer un nouvel aréna de 18 000 places. Winnipeg, Ottawa et Gatineau veulent du financement public pour un amphithéâtre...

Bref, aux yeux du fédéral, le projet de Québec ouvre une boîte de Pandore qui pourrait coûter des centaines de millions de dollars au trésor public. «Ça fait partie de la réflexion, convient Josée Verner. Nous, à Québec, on pousse ce projet-là, mais il y a aussi des besoins ailleurs.»

Le ressac

Le ressac dans le reste du Canada commence déjà à se faire sentir pour les conservateurs, même si l'engagement fédéral à Québec n'est toujours pas confirmé. Mercredi, dans un long et virulent éditorial, le National Post apostrophe le gouvernement. Le journal de droite compare cette dépense «inutile» et «injustifiée» de 180 millions aux dérapages financiers de la sécurité lors des sommets du G8 et G20. «Un gaspillage de fonds publics», tonne le Post, qui cite plusieurs études -- notamment de l'Institut C. D. Howe -- qui montre que les retombées économiques d'un amphithéâtre et d'une équipe professionnelle sont marginales. Outre la visibilité pour la ville et un peu de tourisme, il s'agit essentiellement d'un déplacement de la richesse locale.

De plus, les grands amphithéâtres de la LNH au Canada construits depuis 15 ans ont été financés par le secteur privé, à Montréal (1996), à Ottawa (1996), à Toronto (1999) et à Vancouver (1995). Un argument rejeté par Régis Labeaume, qui voit l'amphithéâtre de Québec avant tout comme un bien culturel, puisque l'arrivée d'une équipe de hockey n'est pas garantie. L'aréna de Québec serait donc sur le même pied que l'Orchestre symphonique de Montréal, qui a obtenu 265 millions en fonds publics pour sa nouvelle salle, ce qui justifie que tous les contribuables assument la facture, dit-il, ajoutant que le Colisée, qui a 60 ans, ne convient plus à une ville dynamique comme Québec.

Un projet non rentable ?

L'inconfort à Ottawa provient aussi des résultats de l'étude d'Ernst and Young dévoilée cette semaine. Si le gouvernement Charest, en manque de bonnes nouvelles, a sauté sur la phrase de la page 4, où l'on affirme que le projet «paraît économiquement viable», pour annoncer qu'il assumera 45 % de la facture de 400 millions de l'amphithéâtre, les bonzes fédéraux ont tiqué sur le reste de l'analyse. On peut y lire que le modèle d'affaires est «économiquement viable» à la seule condition que les gouvernements payent la facture de la construction et de l'entretien annuel (4,5 millions) et qu'il n'y ait pas de taxes foncières (4 millions).

Malgré cette aide, l'exploitation de l'amphithéâtre pour 113 à 117 événements par année (projections d'Ernst and Young) permettrait de dégager un mince bénéfice d'un million de dollars par année, qu'il y ait ou non une équipe de la LNH.

L'étude montre donc que ce projet n'est pas rentable sans d'importantes subventions, ce qui explique pourquoi aucune entreprise privée ne souhaite bâtir l'aréna, affirme Philip Merrigan, professeur de sciences économiques à l'Université du Québec à Montréal. «S'il faut enlever tous les frais fixes pour que le projet soit viable, c'est qu'il n'est pas rentable à la base. Sinon, tous les projets de la planète seraient rentables! Avec ces chiffres, on voit que c'est clairement une décision politique, pas économique.»

Même son de cloche de la part de Norm O'Reilly, professeur à l'École des sciences de l'activité physique de l'Université d'Ottawa. Il est l'un des rares spécialistes nord-américains à avoir étudié en profondeur les modèles d'affaires des équipes sportives professionnelles et leurs liens avec les pouvoirs publics. «C'est un dossier strictement politique, émotif même, car économiquement les risques sont grands», dit-il.

Obtenir une équipe de la LNH ne sera pas facile, prévient Norm O'Reilly. Gary Bettman, le commissaire de la LNH, n'a jamais promis qu'une équipe s'installerait à Québec lorsque le projet d'amphithéâtre serait sur les rails. «Il a seulement dit que c'était la première condition, rappelle M. O'Reilly. D'autres villes, notamment Winnipeg et Kansas City, attendent une équipe même si elles ont un amphithéâtre adéquat. Il faut qu'un propriétaire mette une équipe en vente, que les gouverneurs de la LNH acceptent et que la ligue accorde le transfert, ce qu'elle fait très rarement. Ce n'est pas impossible, mais ce n'est pas aussi facile que les gens le pensent.»

Philip Merrigan affirme que le document d'Ernst and Young est optimiste quand il présente l'utilisation de l'aréna par une équipe de la LNH comme une hausse de loyer pour le gouvernement. «Si une entreprise arrive avec une équipe de la LNH et demande à ne pas payer de loyer, est-ce que le gouvernement va dire non? Voyons! L'entreprise va avoir le gros bout du bâton pour négocier.»

Autre élément qui laisse songeur: l'étude d'Ernst and Young situe le futur amphithéâtre dans un bassin de population de 9,1 millions de personnes, puisqu'on inclut tout le Québec, mais aussi une partie des Maritimes et du nord des États-Unis.

De plus, la firme base ses estimations sur le fait que le vieux Colisée serait détruit et ne se retrouverait donc pas en concurrence avec le nouvel amphithéâtre. Or, dans le rapport qu'il a produit à partir de l'étude, le mandataire du gouvernement dans le dossier olympique, Claude Rousseau, écrit que «si la ville s'engage dans une candidature olympique, il devient pertinent, voire nécessaire, de conserver le Colisée Pepsi pour y tenir les compétitions de patinage de vitesse sur courte piste et de patinage artistique». Un autre doute pour les revenus potentiels du gouvernement.

\*\*\*

Avec la collaboration d'Isabelle Porter

### **Illustration(s) :**

source groupe j'ai ma place Josée Verner, responsable de la région de Québec, multiplie les pressions auprès de ses collègues.

source historia La rivalité Canadiens-Nordiques revivra-t-elle ?

© 2010 *Le Devoir*. Tous droits réservés.